
Quelques repères sur la situation économique et sociale française

Statistiques sur les salaires, les prix, les bénéfices des entreprises...

Pourquoi un tel support?

- ❑ Les dernières élections présidentielles et municipales, ainsi que l'actualité démontrent que la question du pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations des français et des salariés de la métallurgie.
- ❑ Du fait des promesses du candidat Sarkozy cette question sensible, est prise très au sérieux tant par les entreprises que par le gouvernement.
- ❑ Mais, personne n'est dupe sur la crédibilité des lois faites ces derniers mois.
- ❑ Pire encore, nous assistons à une véritable campagne de désinformation sur la réalité des salaires et du pouvoir d'achat.
- ❑ Voici, quelques éléments pour alimenter la réflexion des syndicats sur ce sujet sensible et mener la bataille revendicative sur les salaires.

Sommaire de la présentation

1. La France en Chiffres	p.4
□ <i>Inflation, Chômage</i>	<i>p.5</i>
□ <i>Commerce extérieur/La dette publique française</i>	<i>p.6</i>
□ <i>Temps de travail</i>	<i>p.7</i>
□ <i>Logement</i>	<i>p.8</i>
2. Salaires et pouvoir d'achat	p.9
□ <i>Pouvoir d'achat</i>	<i>p.10</i>
□ <i>Prix</i>	<i>p.11</i>
□ <i>Salaires</i>	<i>p.12</i>
□ <i>Revenus et inégalités</i>	<i>p.13-15</i>
□ <i>Les salariés au SMIC</i>	<i>p.16</i>
3. Les leviers de la croissance en panne	p.17
□ <i>Croissance</i>	<i>p.18</i>
□ <i>Répartition des richesses, toujours plus au capital...</i>	<i>p.19-23</i>
4. Dividendes, exonérations, aides et bénéfices	p.24
□ <i>Financiarisation de l'économie, crise des subprimes</i>	<i>p.26-27</i>
□ <i>Aides perçues par les entreprises</i>	<i>p.28</i>
□ <i>Résultats des entreprises du CAC 40 2007</i>	<i>p.29-30</i>
□ <i>Résultats des groupes de la métallurgie cotés au CAC 40</i>	<i>p.31-32</i>
□ <i>Quelle utilisation des bénéfices?</i>	<i>p.33-34</i>

La France en chiffres

Quelques données économiques et sociales sur l'économie française

La France en chiffres

- ❑ **Inflation** : +**2.8%** de janvier 2007 à janvier 2008
- ❑ **SMIC mensuel brut pour 35 heures**: **1 280 euros**
- ❑ RMI pour une personne seule : 440.86 euros mensuel
- ❑ Nombre d'allocataires du RMI : **1 176 000**
- ❑ Rapport entre le salaire moyen brut des femmes et celui des hommes : **81.1%**
- ❑ Taux de chômage : **8.3%**
- ❑ Taux de chômage des femmes : **8.8%**
- ❑ Taux de chômage des moins de 25 ans : **19.1%**
- ❑ Nombre officiel de chômeurs : **1 942 000**
 - En réalité le total des chômeurs est de **3 108 000**
- ❑ Nombre de chômeurs de plus d'un an : **502 300**

La France en chiffres

- Le déficit commercial français en 2007 a franchi la barre des 40 milliards d'euros.
- **En 2006 la dette publique française, au sens de Maastricht, se situait à 64,2% du produit intérieur brut (PIB).** Ce niveau de dette est **inférieur à celui de la zone euro (69,1%)**, de l'Allemagne (67,9%), des États-unis (65%) et nettement en dessous de l'Italie (107%) et du Japon (159%). Il n'y a donc pas de singularité française sur ce point.
- La question du déficit budgétaire français doit être traitée dans son ensemble. **La France n'est pas en faillite!** Au regard des comptes du patrimoine de la nation, **chaque Français(e) né(e) en 2006 hérite en moyenne de 185 400 euros** (Source: Mathieu Plane : économiste à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques)

La France en chiffres

(trajet et temps de travail)

- **En 1960, un actif parcourait 3 km** par jour en moyenne pour se rendre à son travail. **En 2000, c'est 40 km** (*Source : Les Echos*)
- Dire que les français travaillent moins que les autres est une idée fausse. En effet en France:
 - La durée du travail effective est supérieure à la durée légale du travail
 - Avec **35h18min hebdomadaires début 2007, les français travaillent plus** que les hollandais (30h06min), les danois(34h06min), les anglais(34h42min) ou les allemands(34h54min)
 - **17% des salariés en France sont à temps partiels** (avec un temps de travail de 22h42min) contre 21% en moyenne pour l'Europe occidentale (avec un temps de travail de 19h48min).

La France en chiffres

(le logement)

- Le problème du logement est l'une des préoccupations majeures des français. En effet la France compte (*source Alternatives économiques*) :
 - **100 000 sans domicile fixe**
 - **150 000 personnes** contraintes à un hébergement chez des proches
 - **100 000 personnes vivent en permanence au camping**
 - **1.3 millions de demandes** de logement social en attente
 - Le taux d'effort des ménages, c'est-à-dire leurs dépenses de logement nettes d'allocations **rapportées aux revenus se situe autour de 50% dans le parc privé et de 28% dans le parc social** (pour des revenus équivalent à un SMIC pour un célibataire et un SMIC et demi pour un couple avec deux enfants).

Salaires et pouvoir d'achat baissent

Des sources multiples qui confirment la même tendance

Quelques sondages sur le pouvoir d'achat

- ❑ 71% des français ne croient pas à l'action du gouvernement pour l'augmentation du pouvoir d'achat.
- ❑ 7,1 millions de personnes vivent avec moins de 817 euros par mois (*en dessous du seuil de pauvreté*)
- ❑ En 2007, le prix de la consultation médicale a augmenté de 19%, la baguette de pain de 12,5%, les carburants de 8,2%, le fioul domestique de 4,7%.
- ❑ Le logement représente 25% du revenu des ménages en moyenne, mais 50% pour les SMICARDS
- ❑ $\frac{3}{4}$ (75%) des revenus des ménages modestes sont aspirés par des dépenses incompressibles, contre $\frac{1}{2}$ (50%) il y a cinq ans.

Des prix en forte hausse

- **La variation de l'indice des prix à la consommation est de 2.8%** de janvier 2007 à janvier 2008
- Cet indice cache des augmentations plus fortes pour les dépenses incompressibles:
 - +6,3 % pour les fruits
 - +4,8 % pour les légumes
 - +6,2 % pour le tabac
 - +3,3 % pour les loyers
 - +4 % pour les services d'entretien
 - +4 % pour la fourniture d'eau
 - +9,7 % pour les combustibles liquides
 - +5,4 % pour l'eau chaude et la vapeur
 - +5,6 % pour l'utilisation des véhicules personnels dont 4,2 % pour les pièces détachées et 8,2% pour les carburants et lubrifiants.
 - Pour compléter, dans les prochains mois, Lactalis prévoit des hausses de 15 % à 17 % sur les fromages et produits laitiers.

Quelques chiffres sur les salaires

- Pour l'ensemble des salariés (y compris à temps partiel), on constate que:
 - 90 % d'entre eux perçoivent moins de 2 434 euros nets par mois
 - 50 % moins de 1 220 euros
 - 10 % moins de 182 euros.
 - **Le nombre de dossiers de surendettement est passé de 165 500 en 2003 à 184 866 en 2006**
 - 15 % des ménages français ont des difficultés à rembourser leurs dettes.
- L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail équivalent est de 24,8% environ selon la Dares et de 20% selon l'INSEE.
 - C'est dans la catégorie Ingénieurs et Cadres que cet écart est le plus important.

Des revenus de plus en plus inégaux

	Niveau de vie mensuel pour une personne en incluant les revenus du patrimoine financier et les loyers imputés
Seuil des 10% les plus pauvres	809 euros
Revenu médian	1 482 euros
Seuil des 10% les plus riches	2 802 euros
Seuil des 5% les plus riches	3 486 euros

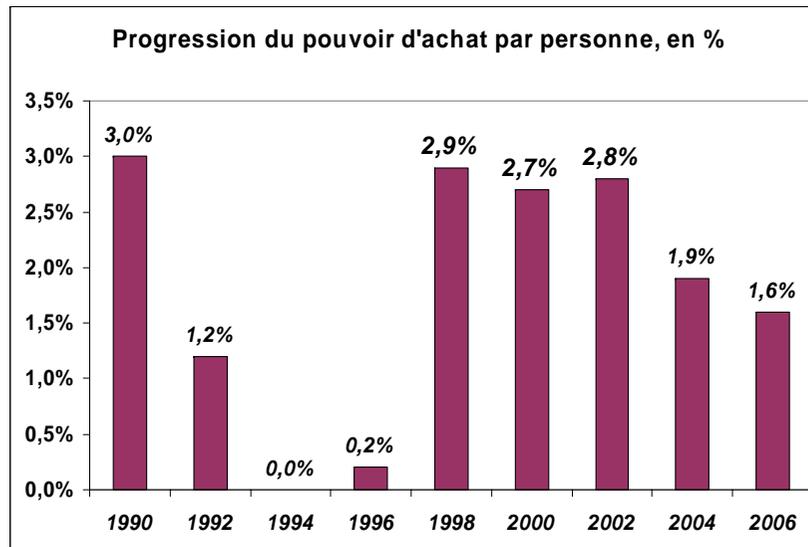
- ❑ Les 5% les plus riches ont un niveau de vie mensuel par personne supérieur à 3 486 euros une fois les impôts directs (impôts locaux et sur le revenu notamment) déduits et les prestations sociales ajoutées.
- ❑ Les 10% les plus pauvres ont un niveau de vie par personne inférieur à 809 euros.
- ❑ Source: Alternatives économiques n° 264, INSEE, données 2005

Pouvoir d'achat et revenus en France

	Niveau moyen des salaires nets annuels en 2005	Variation du pouvoir d'achat sur la période 1998-2005
Salaires du secteur privé et semi-public		
Ensemble	22 842 euros	0,60%
Cadres	45 327 euros	0,70%
Professions Intermédiaires	23 139 euros	0,00%
Employés	16 079 euros	0,00%
Ouvriers	16 900 euros	0,70%
Fonction publique d'Etat		
Ensemble	25 525 euros	0,10%
Cadres	29 575 euros	-1,10%
Professions Intermédiaires	22 869 euros	-0,10%
Employés et ouvriers	19 198 euros	0,50%

- ❑ Selon l'INSEE, les salariés du secteur privé et semi public n'ont gagné que 0.6% de pouvoir d'achat par an, entre 1998 et 2005.
- ❑ De 1998 à 2005 le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé et semi public a augmenté de moins de 4.3%.
- ❑ Source: Alternatives économiques n° 264, INSEE, données 2005

L'effet positif des 35 heures



- Selon l'INSEE, la progression du revenu du pouvoir d'achat de chaque français a progressé de 2.9% en 1998 et de 2.8% en 2002.
- La différence avec les chiffres de la page précédente provient du fait qu'ici les chiffres comptabilisent l'ensemble des français (pas uniquement les salariés actifs comme dans la page précédente).
- La hausse du pouvoir d'achat sur la période 1998-2002 a pris pour l'essentiel la forme de salaires supplémentaires versés aux 1.7 millions de français qui ont trouvé un emploi sur la période.

Un (trop) grand nombre de smicard

Pays	Part des salariés à plein temps payés au salaire minimum en 2006, en %
France	15,1%
Bulgarie	14,6%
Luxembourg	11,0%
Lettonie	8,9%
Lituanie	8,5%
Roumanie	8,2%
Hongrie	7,8%
Estonie	4,8%
Portugal	4,2%
Irlande	3,3%
Slovénie	2,5%
Rép. Tchèque	2,3%
Pologne	2,3%
Pays-Bas	2,2%
Royaume-Uni	1,9%
Slovaquie	1,9%
Etats-Unis	1,1%
Espagne	1,0%

- En 2006 15.1% des salariés à temps plein en France étaient payés au SMIC.
- Les différents dispositifs d'exonérations de cotisations sociales pour les salariés proches du SMIC aggravent ce problème.
- Les économistes appellent cela une trappe à bas salaires.

Les leviers de la croissance en panne

Une répartition des richesses de plus
en plus inégalitaire

Les vrais leviers de la croissance en panne

- En Allemagne, tout le monde semble s'accorder sur l'idée qu'il faut relancer la consommation et les salaires pour relancer la croissance,
 - **Les salariés de la sidérurgie ont obtenu une augmentation générale de 5.2% des salaires sur 13 mois et une prime de 200 euros.**
- En France face aux mêmes problèmes nous n'avons pas les mêmes solutions:
 - Coup de frein sur la consommation des ménages avec l'augmentation fortes des dépenses incompressibles (loyers, transports, alimentation..)
 - Destructures importantes d'emplois (exemple dans la métallurgie -200 000 emplois depuis 2002).
 - Aucun dispositif concret pour augmenter les salaires

Une répartition inégale de la richesse

- En 1978, les résultats nets des entreprises représentaient 1.6% de la valeur ajoutée. En 2006, ce taux s'élevait à 5.8% de la valeur ajoutée.
- En 2006 les dividendes versés aux actionnaires (76.1 milliards d'euros) excédaient le résultat net des sociétés non financières (51.8 milliards d'euros).
- **Les dividendes nets versés aux actionnaires représentaient 5.9% des salaires nets en 1978. En 2006 ce taux représentaient 21.9% des salaires nets.**
- Dans un groupe comme FPT Powertrain Technologies France (**Groupe Fiat-Iveco**) **sur les 12.8 millions d'euros de bénéfices réalisés par le groupe, 12.2 millions** d'euros seront versés aux actionnaires sous forme de dividendes.

Quelques chiffres...

- *Données issues du magazine « challenges » sur les plus grandes fortunes professionnelles (septembre 2007);*
- **Le total des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France est passé en un an de 200 milliards d'euros à 280 milliards et pèse désormais 15% du PIB contre 6% il y a 10 ans.**
- L'origine de cet enrichissement général des fortunes provient de la flambée des cours de la bourse, de la multiplication des opérations juteuses de rachats d'entreprises et du retour en grâce des valeurs d'Internet.
- Ce sont ces fortunes qui ont bénéficié le plus des baisses d'impôts et exonérations diverses du bouclier fiscal (coût estimé à 15 milliards d'euros) adopté par le Parlement l'été dernier.

Des revenus du patrimoine en hausse

- **Au cours de la décennie 1997-2007, le patrimoine professionnel des 500 plus grosses fortunes a triplé et a progressé trois fois plus vite que la richesse nationale**
 - **Bernard Arnault (LVMH) sa fortune est passée en 10 ans de 3,3 milliards d'euros à 23 milliards d'euros**
 - Gérard Mulliez (Auchan) 17 milliards d'euros
 - Liliane Bettencourt (l'Oréal) 15 milliards d'euros
 - François Pinault (PPR) 10 milliards d'euros
 - Romain Zaleski (homme d'affaire franco-polonais) 9,1 milliards d'euros
 - Vincent Bolloré (groupe Bolloré) 4,3 milliards d'euros
 - Arnaud Lagardère 802 millions d'euros
 - Gérard Augustin-Normand 240 millions d'euros
 - Le 500^{ème} ; Pascal Lota (Corsica Ferries) 60 millions d'euros.

Des inégalités de plus en plus fortes

- En conclusion, l'inflation frappe beaucoup plus les familles issues des couches populaires et moyennes
- **Plus un ménage a des revenus faibles plus la part de son budget qu'il consacre aux dépenses incompressibles est forte.**
 - Or, ce sont les dépenses incompressibles qui ont augmenté le plus fortement ces dernières années (loyers, carburants, alimentations...)
- Par contre, les foyers les plus riches, non seulement bénéficient à plein du recul des prix sur les dépenses non contraintes, mais en plus, jouissent de l'envolée des revenus financiers du capital: selon l'Insee, pour 2007, **les salaires bruts ne devraient croître que de 3,8%, tandis que les revenus de la propriété augmenteraient quant à eux, de 10%.**

Des solutions inadaptées

- Sous la pression du mécontentement légitime et des luttes, le Gouvernement est obligé d'essayer de donner le change en matière de pouvoir d'achat, mais sans pour autant donner le signal d'une augmentation générale des salaires.
- En effet, il prévoit en 2008 un ralentissement du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête:
 - + 1,7% contre + 2 % en 2007.
- Aucune des réformes (paquet fiscal, réforme des heures supplémentaires...) présentées jusqu'à présent ne prévoient de dispositifs pour augmenter les salaires.
- La dépense de consommation des ménages représente chaque année, plus de la moitié (55%) du PIB.
 - **Il faut donc augmenter les salaires pour soutenir la consommation, qui consiste le principal moteur de la croissance.**

Dividendes, exonérations, aides et bénéfices en hausse

Ces dernières années les profits réalisés par les entreprises ainsi que les dividendes versés aux actionnaires ont fortement augmenté

Remarques préalables sur les chiffres

- ❑ *Attention, certains chiffres intègrent **des prévisions***
- ❑ *Pour les groupes Pernod Ricard, Alstom et Air France KLM **l'exercice comptable ne correspond pas à l'année calendaire***
- ❑ *D'une année sur l'autre **la liste des groupes** composant le CAC 40 peut être **modifiée***
- ❑ *Avec les opérations de fusions acquisitions (qui se multiplient) **le périmètre des groupes peut évoluer**, par conséquent leurs résultats aussi.*

Une financiarisation de l'économie qui pèse sur la croissance réelle

- Selon le Hedge Fund Research *(Source Alternatives Économiques n°266)*
- **Les fonds spéculatifs ont attirés en 2007 le montant record de 194.5 milliards de dollars**, soit une hausse de plus de 54% par rapport à 2006.
- L'ensemble des actifs gérés par ces fonds a atteint les 1 870 milliards de dollars à la fin 2007.
- En 2007 en moyenne **ces fonds ont rapporté 10.2% de rendements** financiers aux épargnants.
- **Ces résultats sont totalement déconnectés de l'économie réelle**, en effet selon les estimations la croissance mondiale était comprise entre **3.2 et 4% en 2007**.

Crise des subprimes, des pertes colossales

Banques	Pertes et Provisions en milliards d'euros
Merill Lynch	17,5
Citigroup	15,8
UBS	10,3
HSBC	7,6
Morgan Stanley	6,7
Bank of America	5,64
Washington Mutual	4,64
Crédit Agricole	3,5
Caisses d'Epargne	3,5
Wachovia	3,4
JP Morga Chase	2,3
Société Générale	2 +(5?)
Total	82,88

- **82 milliards d'euros** c'est approximativement les pertes et provisions pour dépréciation d'actifs pour une douzaine de banques suite à la crise des subprimes aux États-unis.
- Source: Alternatives économiques n°266, Bloomberg

Les aides aux entreprises

- En 2006 les entreprises en France ont perçu 65 milliards d'aides sous différentes formes
 - Ces 65 milliards représentent quasiment deux fois le déficit budgétaire français.
 - Ces aides n'ont pas rempli leur objectif de créations d'emplois.
 - De plus, un rapport de la Cour des comptes dénonce le coût et l'inefficacité des aides des collectivités territoriales aux entreprises. Ces aides représentaient en effet **6 milliards d'euros en 2004, soit 4 % des dépenses totales des collectivités territoriales et plus du quart des recettes de la taxe professionnelle.** (Ce rapport est une contribution à la réforme des politiques publiques)
- **La CGT réclame, que les aides versées aux entreprises soient conditionnées à la conclusion d'un accord majoritaire et à l'indice d'évolution salariale et d'emploi afin de faire reculer la précarité.**

Les grandes entreprises loin de la crise...

- **Le montant des bénéfices des 40 plus grandes entreprises françaises en 2006 était de 97 milliards d'euros:**
 - Cela représente 11.2 fois le « déficit » de la sécurité sociale 2006 (qui est de 8.9 milliards d'euros),
 - Cela représente 20 fois le « déficit » des caisses de retraite de 2005 (qui était d'environ 5 milliards d'euros).
- **En 2007 ce montant s'élève à plus de 100 milliards** (tableau page suivante).
- **La rémunération des patrons des plus grandes entreprises du CAC 40 a augmenté de 40% en 2007;**
 - La rémunération annuelle moyenne de ces patrons est de 6.81 millions d'euros.

Bénéfices 2007 des entreprises cotées au CAC 40

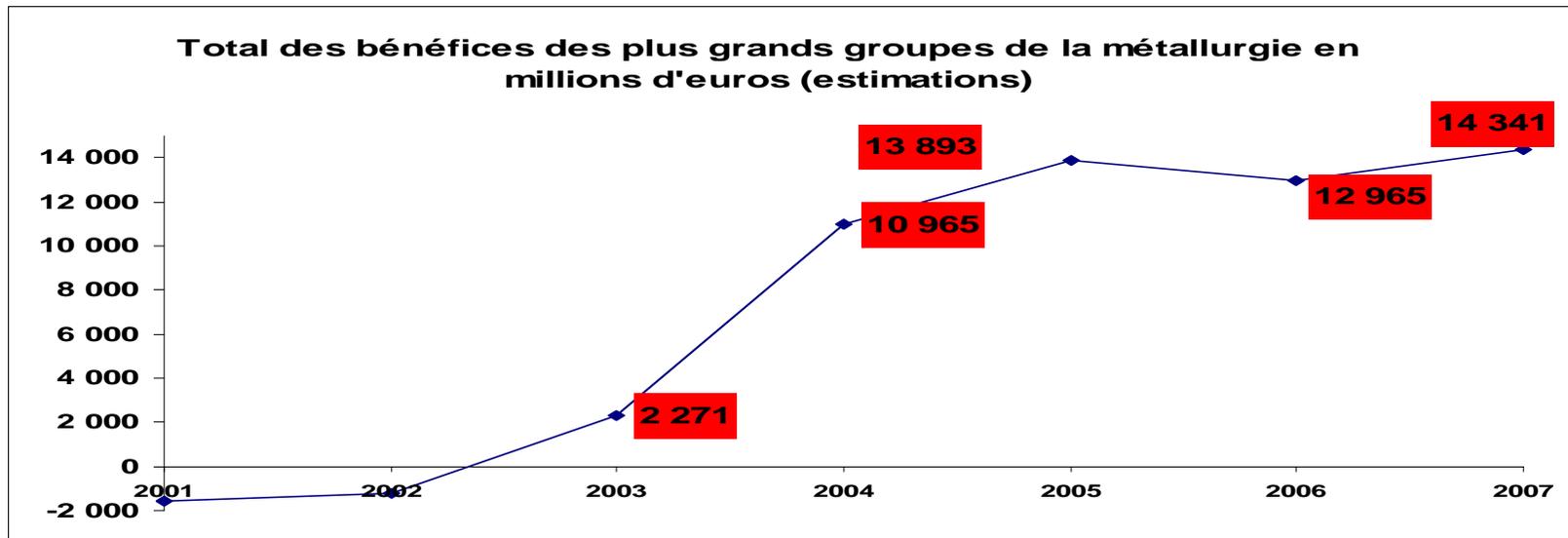
Groupe	Montant Résultats nets en millions d'euros	Groupe	Montant Résultats nets en millions d'euros
Total	12 200	Bouygues	1 400
BNP Paribas	7 800	Saint Gobain	1 400
ArcelorMittal	7 561	Air France-KLM	1 300
Sanofi-Aventis	7 110	Air Liquide	1 100
France Telecom	6 300	Pinault Printemps Redoute	1 000
Axa	5 700	Vallourec	990
EDF	5 600	Société Générale	950
Danone	4 200	Véolia Environnement	930
Crédit Agricole	4 000	Pernod-Ricard	890
Suez	3 900	Peugeot	885
Renault	2 734	Accor	880
L'Oréal	2 700	Alstom	830
Vivendi	2 600	Michelin	770
Gaz de France	2 500	Lagardère	530
Dexia	2 500	CapGemini	440
Carrefour	2 300	Essilor	360
Unibail-Rodamco	2 100	Alcatel-Lucent	-443
LVMH	2 000	EADS	-446
Lafarge	1 900	St Microelectronics	-477
Schneider Electric	1 583	Total 2007	102 050
Vinci	1 473		

Bénéfices 2007 des entreprises de la métallurgie cotées au CAC 40

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Alcatel-Lucent	-4958	-4727	-1924	645	963	-61	-443
Alstom	-116,5	-1417	-1838	-864	181	178	830
Areva						649	743
EADS	1355	-266	747	2215	2852	160	-448
Essilor International	142,8	182,4	200,7	227,8	289	332	360
Arcelor-Mittal Steel	-339	-121	257	2 314	3 846	5 738	7 561
Peugeot	1681	1707	1518	1680	990	183	885
Renault	953	2010	2513	3618	3453	2869	2 734
Schneider Electric	-964	446,9	433	824	994	1309	1 583
St Microelectronics	257,1	429,4	253	601	266	621	-477
Thomson	264	360	34	-561	-573	55	23
Vallourec	176,5	141,6	77	265,2	632,4	932	990
Total des bénéfices	-1548,1	-1253,7	2270,7	10965	13893,4	12965	14341

- 3 groupes affichent des pertes (Alcatel-Lucent, EADS et ST Micro)
- Cependant ces 3 groupes ont provisionné des sommes considérables pour restructurations et dépréciation d'actifs
 - Pour Alcatel Lucent et ST Micro ces sommes représentent environ 5 milliards d'euros
 - EADS a semble-t-il impacté les coûts du plan power 8 sur l'exercice 2007

Une tendance confirmée



- Ces dernières années les entreprises de la métallurgie cotées au CAC 40 ont connu une hausse importante et continue de leurs bénéfices.
- Sur les 5 dernières années ces entreprises ont réalisé **plus de 50 milliards d'euros de bénéfices**.
- Cette hausse est totalement déconnectée de l'évolution des richesses produites en France.

Quelle utilisation des bénéfices?

- En 2006, sur 97 milliards d'euros de bénéfices nets, les groupes du CAC 40 ont versé 32 milliards d'euros aux actionnaires et rachetés pour 8 milliards d'euros leurs propres actions, afin d'en faire monter les cours en bourse et accroître le rendement par action.
- Pour 2007, ce sont plus de 100 milliards d'euros de bénéfices, dont environ 40 milliards seront versés aux actionnaires.
- Autrement dit, 40% des bénéfices ont servi, en 2006, à enrichir les actionnaires, au lieu de financer la recherche, les qualifications, les salaires ou de développer l'emploi.
- **En 2006, 76.1 milliards d'euros de dividendes ont été distribués** (dans les sociétés non financières), (*Source Alternatives Économiques, n°265, Comptabilité Nationale*).

Quelle utilisation des bénéfices?

- En 2005, selon l'Insee, **les entreprises non financières ont pu disposer de 567 milliards d'euros de ressources nouvelles**, dont 342 milliards de ressources générées par leur propre activité et 254 milliards de ressources financières extérieures à leur activité (fonds publics, crédits bancaires, ressources du marché financiers).
- Sur ce total, **elles ont dépensé 224 milliards d'euros en prélèvements financiers (intérêts, dividendes), 173 milliards d'euros en investissements purement financiers.**
- **170 milliards d'euros en investissements productifs.**
- Autrement dit, **plus de 70% de ces immenses ressources mises à la disposition des entreprises sont allées à la finance.**